



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE LA RÉUNION

BUREAU DES SOUTIENS ET DES FINANCES

SECTION BUDGET ADMINISTRATION

Caserne Vérines – 61 rue Victor Mac-Auliffe

B.P 92036

97405 SAINT-DENIS Cedex

Tél : 02.62.93.78.67

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Appel d'offres ouvert en vertu des articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 du
Code de la Commande Publique

**Marché de service de téléphonie mobile pour la Gendarmerie
de La Réunion (974)**

Le présent CCAP comporte 23 pages numérotées de 1 à 23

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP).....	1
ARTICLE 1 - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	4
1.1 Liminaire.....	4
1.2 Objet du marché.....	4
1.3 Catégorie de marché.....	4
1.4 Forme et montant du marché.....	4
1.5 Langue.....	4
1.6 Allotissement.....	5
1.7 Date d'effet et durée du marché.....	5
1.8 Non reconduction du marché.....	5
1.9 Prestations similaires.....	5
1.10 Période de transition.....	5
1.11 Sous-traitance.....	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 3 – IDENTIFICATION ET RÔLE DES PARTIES.....	6
3.1 Le titulaire.....	6
3.2 Le COMGENDRE.....	6
3.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).....	6
3.2.2 Suivi opérationnel / gestion.....	7
3.3 EXECUTION FINANCIERE.....	7
3.3.1 Ordonnateur secondaire.....	7
3.3.2 Comptable assignataire.....	7
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION – DÉLAI D'EXÉCUTION.....	7
4.1 Bon de commande	7
4.2 Contenu des bons de commande	8
4.3 Délai d'exécution.....	8
ARTICLE 5 – LIEU D'EXÉCUTION.....	8
5.1 Lieu d'exécution pour la livraison.....	8
5.2 Lieu d'exécution pour la couverture réseau.....	8
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
6.1 Obligations du titulaire.....	8
6.1.1 Obligations de confidentialité.....	8
6.1.2 Protection de la main-d'œuvre et de l'environnement.....	8
6.1.3 Assurances.....	9
6.1.4 Continuité des prestations.....	9
6.1.5 Modifications administratives et juridiques.....	9
6.2 Obligations de l'Administration.....	9
ARTICLE 7 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	9
7.1 Vérifications qualitatives et quantitatives.....	9
7.2 Admission.....	9
7.3 Ajournement réfaction et rejet.....	10
ARTICLE 9 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	10
9.1 Prix des prestations.....	10
9.2 Forme et variation des prix.....	10
9.3 Clause de sauvegarde.....	10
ARTICLE 10 – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
10.1 Modalités de paiement	10
10.2 Constatation du service fait.....	11
10.4 Règlement.....	12
10.5 Délai de paiement.....	12
ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	12
11.1 Retenue de garantie.....	12
11.2 Avances.....	12

ARTICLE 12 – QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	13
ARTICLE 13 – PÉNALITÉS.....	13
Article 14 - MESURES DE PROTECTION.....	14
ARTICLE 15 - OBLIGATION À L'ISSUE DE L'ACCORD-CADRE / Clause de transférabilité.....	14
ARTICLE 16 – CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES.....	15
16.1 Dispositions applicables en cas de titulaires étrangers.....	15
16.2 Lutte contre le travail dissimulé.....	15
16.3 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	15
16.4 Litiges et résiliation.....	16
16.4.1 Médiation interne.....	16
16.4.2 Différends et litiges.....	16
16.4.3 Résiliation du marché.....	17
ARTICLE 17 - RGPD.....	17
17.1 Précisions terminologiques.....	17
17.3 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD).....	18
17.4 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD).....	18
17.5 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD).....	19
17.6 Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 RGPD).....	19
17.7 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	20
17.8 Mesures de sécurité.....	20
17.9 Sort des données (article 28.3.g du RGPD).....	21
17.10 Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD).....	21
17.11 Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD).....	21
17.12 Documentation (article 28.3.h du RGPD).....	22
17.13 Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire.....	22
ARTICLE 18 : CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	22
ARTICLE 19 : CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	22
ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	23

ARTICLE 1 - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

1.1 Liminaire

Le Code de la Commande Publique est nommé « CCP » dans le présent document.

1.2 Objet du marché

La consultation a pour objet la fourniture de services de télécommunication au profit du commandement de la gendarmerie de la Réunion (COMGENDRE) comprenant :

- les abonnements;
- les communications;
- les services associés;
- les prestations de support relatives à la supervision de la flotte.

Ces prestations doivent être conformes aux normes française homologuées ou équivalentes.

Le code CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) pour cette procédure formalisée est:

64212000-5 « Services de téléphonie mobile »

Le détail et les modalités d'exécution des prestations sont stipulés dans le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats pour les prestations du présent marché.

1.3 Catégorie de marché

Ce marché entre dans la catégorie des marchés de services.

1.4 Forme et montant du marché.

La présente procédure donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire sans minimum et avec un maximum en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 du « CCP ».

Montant maximum (HT) de commandes sur 4 ans	
Marché de service de téléphonie mobile pour la Gendarmerie de La Réunion (974).	1 000 000 € HT

La valeur estimative de la dépense globale sur la durée totale de l'accord cadre s'élève à 1 000 000 H.T.

Ce montant estimatif n'a aucune valeur contractuelle.

1.5 Langue

Conformément aux textes en vigueur, l'ensemble des pièces de l'accord-cadre est rédigé ou traduit en français. Seule la version française fait foi.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre doivent être rédigées en français (loi n ° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française). La documentation technique est également en langue française.

1.6 Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du CCP, le présent marché ne peut pas être alloti car l'objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.7 Date d'effet et durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois à compter de sa date de notification. La date de notification est la date d'accusé de réception du marché par le titulaire (messagerie PLACE).

A l'issue de cette première période, le marché pourra être reconduit tacitement 3 fois pour des périodes successives de 12 mois.

La durée totale du marché (reconductions incluses) ne pourra pas dépasser 48 mois.

En application de l'article R.2112-4, la reconduction prévue dans le marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Si au terme du marché, aucun prestataire n'est désigné pour assurer la suite des prestations (déclaration sans suite pour infructuosité) ou si le nouveau marché n'est pas encore notifié au nouveau prestataire, le titulaire sera alors tenu de poursuivre l'exécution des prestations dans les mêmes conditions pour une durée qui ne saurait, en tout état de cause, excéder trois (3) mois, sur simple avenant émanant du représentant du pouvoir adjudicateur.

1.8 Non reconduction du marché

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire la non reconduction du marché avec un préavis de 3 mois, via la messagerie sécurisée de la PLACE qui générera un accusé réception.

Aucune indemnité n'est due en cas de non reconduction de l'accord-cadre.

Toutefois, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période de validité en cours.

1.9 Prestations similaires

En vertu de l'article R2122-7 du « CCP », le RPA peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires

1.10 Période de transition

La période de transition est la période pendant laquelle le pouvoir adjudicateur procède au transfert de la responsabilité technique des fonctions exécutées par un tiers prestataire, dont le contrat arrive à échéance, au titulaire du nouveau contrat.

La période de transition a une durée maximale de deux (2) mois. Cette période débute après la notification du marché. Pendant la période de transition, le titulaire procède à la migration des services en cours d'exécution pour le pouvoir adjudicateur vers des services rendus par lui suivant un calendrier de déploiement qu'il communiquera au COMGENDRE dans un délai de 15 jours.

Pour l'élaboration de ce calendrier de déploiement et pendant la période de transfert, le titulaire entrant travaillera en lien avec le titulaire sortant et veillera à ce que les opérations soient exécutées dans les règles de l'art, en respectant le calendrier de déploiement, sans désagréments pour les utilisateurs.

1.11 Sous-traitance

Conformément à l'article L.2193-3 du « CCP », les tâches essentielles du marché seront effectuées directement par le titulaire.

Ce dernier pourra faire appel uniquement à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques en se conformant à l'article 17.4 infra.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement [AE (ATTR1)] et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par acte de modification ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'Administration font seul foi ;
4. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
5. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché, le cas « échéant ».

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

NOTA : Le "CCP" et le CCAG/TIC sont disponibles gratuitement sur le site Internet legifrance.gouv.fr (*)

Par "modification", il convient d'entendre toute modification faite en cours d'exécution du marché affectant les conditions d'exploitation initialement convenues entre les parties lors de sa conclusion. Toute modification du contenu du marché doit faire l'objet d'un acte de modification dès lors qu'elle ne bouleverse pas l'économie du marché, ni n'en change l'objet. Une fois conclu, l'acte de modification devient partie intégrante du marché.

ARTICLE 3 – IDENTIFICATION ET RÔLE DES PARTIES

3.1 Le titulaire

Par "titulaire", il faut entendre la société candidate au marché dont l'acte d'engagement aura été approuvé ; et ce, indépendamment de sa forme juridique. Cette désignation inclut également son ou ses employés, ainsi que son ou ses représentants. Elle désigne en outre son ou ses éventuels sous-traitants.

3.2 Le COMGENDRE

Par "COMGENDRE", il faut entendre les différents services du commandement de la gendarmerie de la Réunion, notamment :

3.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Le Général, commandant de la gendarmerie de la Réunion et de la zone sud de l'océan indien est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

Il agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification du marché ;
- suivi administratif du marché ;
- établissement des avenants ;
- contentieux ;
- résiliation du marché ;
- mandatement.

Le Bureau Soutiens Finances / Section Budget Administration (BSF/SBA) est en charge de l'exécution contractuelle du marché.

3.2.2 Suivi opérationnel / gestion

La Section Opérationnelle de Lutte contre les Cybermenaces (SOLC) est en charge du suivi et de la gestion technique du marché.

3.3 EXECUTION FINANCIERE

3.3.1 Ordonnateur secondaire

L'ordonnateur secondaire chargé de l'exécution financière du marché est le centre de service partagé interministériel de LA REUNION (CSPI).

Il est en charge :

- de l'émission des engagements juridiques sur Chorus (EJ) ;
- du traitement des factures.

3.3.2 Comptable assignataire

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques de La Réunion.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION – DÉLAI D'EXÉCUTION

4.1 Bon de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande, ceux-ci ne pouvant pas se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande sera notifié au titulaire par voie électronique. La date de notification du bon de commande est celle indiquée par l'accusé de réception du courriel.

S'agissant de bons de commande faisant l'objet d'une signature électronique dans le système informatique Chorus, ils ne comportent pas de signature manuscrite.

4.2 Contenu des bons de commande

Les bons de commande mentionnent :

- numéro et la date de la commande ;
- adresse de facturation ;
- nom du titulaire ;
- nom du service prescripteur ;
- date de livraison ;
- nature et la description des prestations à réaliser ;
- délais d'exécution ;
- conditions d'exécution (lieu de livraison, date de livraison et amplitude horaire de réception)
- montant du bon de commande hors taxes et toutes taxes comprises ;
- délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

4.3 Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont précisés dans le CCTP et sont fixés ou doivent être compris en jours ouvrés (du lundi au vendredi) et en jours calendaires (du lundi au dimanche, jours fériés inclus)

ARTICLE 5 – LIEU D'EXÉCUTION

5.1 Lieu d'exécution pour la livraison

Le lieu d'exécution des prestations doit s'entendre comme une adresse de livraison des cartes SIM. Les livraisons seront réalisées à La Réunion, à l'adresse de livraison figurant sur le bon de commande.

5.2 Lieu d'exécution pour la couverture réseau

La couverture géographique attendue à partir et vers les terminaux mobiles est : locale, régionale, zone océan indien, nationale, européenne et internationale.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1 Obligations du titulaire

6.1.1 Obligations de confidentialité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/TIC relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité, sont applicables au présent marché. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

6.1.2 Protection de la main-d'œuvre et de l'environnement

Le titulaire est soumis aux lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en application des dispositions de l'article 6 du CCAG/TIC.

Il s'engage également à respecter, à appliquer et à faire respecter les textes légaux et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail et sécurité.

En cas d'évolution de la législation en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le RPA, afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un acte de modification par les parties du marché.

6.1.3 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG/TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile professionnelle à l'égard du RPA et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ainsi que pour les dégradations occasionnées au matériel, hors faute d'un bénéficiaire.

A tout moment, l'Administration peut demander au titulaire de fournir une justification qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et ce, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

6.1.4 Continuité des prestations

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues durant toute la durée du marché. Il veille notamment à mettre en place du personnel en nombre suffisant pour une bonne exécution de la prestation dans les conditions prévues au CCTP.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de ses personnels, le titulaire reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues. Les moyens d'organisation du service de substitution doivent être dans ce cas soumis préalablement à l'agrément du RPA.

6.1.5 Modifications administratives et juridiques

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du marché devra être impérativement et immédiatement notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception au RPA.

Sans que cette liste soit exhaustive, celle-ci pourra concerner : la personne ayant le pouvoir d'engager la société, la forme de l'entreprise, sa raison sociale ou dénomination, son adresse, le numéro de compte bancaire à créditer (notamment en cas de contrat d'affacturage intervenant en cours d'exécution du marché), etc.

6.2 Obligations de l'Administration

L'Administration avise le titulaire, dans les meilleurs délais et par écrit, de toutes modifications administratives et juridiques entraînant un changement dans l'exécution du marché.

ARTICLE 7 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

7.1 Vérifications qualitatives et quantitatives

Les vérifications qualitatives et quantitatives sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service conformément aux articles 31 et 32 du CCAG/TIC.

7.2 Admission

Les dispositions des articles 32,33 et 34 du CCAG/TIC sont seules applicables.

7.3 Ajournement réfaction et rejet

En cas de non-conformité aux clauses du marché, le RPA pourra procéder à l'ajournement ou au rejet du matériel ou de la prestation, ou prononcer une réfaction sur les prix de la prestation ou du matériel. Cette réfaction sera appliquée sur le prix en cas de défauts mineurs n'entraînant pas le rejet. En cas de rejet, le remplacement du matériel devra intervenir dans les délais prévus dans le CCTP.

ARTICLE 9 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

9.1 Prix des prestations

Les bons de commande émis sur la base du présent accord-cadre sont traités à prix unitaires appliqués aux prestations réellement exécutées et dont le libellé est détaillé dans le bordereau de prix unitaire joint au présent accord-cadre, aux conditions économiques du mois de remise des offres, mois m0.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix. Les prix sont réputés complets.

Le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter le pouvoir adjudicateur des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles.

9.2 Forme et variation des prix

Les prix sont réputés fermes pendant la première période du marché. Ils sont ensuite révisables par référence aux tarifs appliqués par l'opérateur à l'ensemble de sa clientèle, selon une périodicité qui ne peut être inférieure à l'année, à l'issue de chaque période de validité.

Le titulaire s'engage à faire parvenir au service du coordonnateur désigné, par voie électronique, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis d'un mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Les prix pourront être revus à la hausse comme à la baisse conformément aux barèmes de l'opérateur.

9.3 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,00 % l'an par rapport au Bordereau de Prix Unitaire (BPU) initial ayant servi à l'analyse du critère « prix » de l'offre.

ARTICLE 10 – RÈGLEMENT DES COMPTES

10.1 Modalités de paiement

Le paiement s'effectue selon deux types de modalité :

- le paiement des consommations et des frais de mise en services incluant l'éventuelle fourniture de nouveaux équipements s'effectue à la mise en service et à terme échu,
- le paiement des abonnements peut être effectué à échoir.

10.2 Constatation du service fait

Elle sera initiée par la SBA à postériori dans le cadre du SFP (Service fait présumé), sous constatation de la SOLC.

10.3 Facturation

Les factures sont obligatoirement transmises par voie dématérialisée accompagnées d'une copie de votre bon de commande ou indiquer ses références (le numéro du bon de commande figurant en haut à droite du document), conformément à l'ordonnance 2021-1190 du 15 septembre 2021, par le portail internet CHORUS-PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées devront comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du « CCP », les éléments suivants :

- Le numéro du marché
- Le numéro SIRET du service bénéficiaire. (État)
- • Le code du service exécutant (SE) de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- L'identification du titulaire (dénomination sociale de la société et numéro SIRET).
- Le libellé de prestations conformes aux libellés utilisés dans le dossier de consultation, ou à défaut un tableau de correspondance synthétique.
- Le prix conforme aux annexes financières incluant notamment :
 - Le détail des abonnements, forfaits et les services.
 - Les consommations téléphoniques. (temps réel et temps facturé)
 - Le montant des communications SMS et MMS.
 - Les consommations de transmission de données au-delà des forfaits.
 - La date d'émission de la facture.
 - La période concernée.
 - Un numéro d'identifiant unique de la facture.
 - Le montant total à payer, HT et TTC.
 - le taux de TVA appliqué et le montant.

Par ailleurs, le titulaire doit être en mesure de fournir sous trois (3) jours ouvrés :

- des duplicatas de factures, sur demande d'un gestionnaire de flotte et sans surcoût pour l'administration,

- l'édition d'un rapport de facturation synthétique intégrant tous les sous-comptes de manière complémentaire à la demande.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques de La Réunion.

10.4 Règlement

Le règlement intervient par virement direct au crédit du compte ouvert au nom du titulaire dont les coordonnées figurent au présent marché.

10.5 Délai de paiement

Le délai global de paiement est de trente (30) jours.

Le défaut de paiement dans les délais indiqués fait courir de plein droit, et sans autres formalités, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret 2022-232 du 21 février 2022 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics modifié par le décret 2008-408 du 28 avril 2008, le point de départ du calcul de ce délai est la date de réception de la demande de paiement ou la date d'admission des prestations exécutées si celle-ci est postérieure à la précédente. Si aucune date ne peut être identifiée, le point de départ du calcul est la date de la facture augmentée de deux (2) jours.

ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

11.1 Retenue de garantie

Sans objet.

11.2 Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-10 du « CCP », à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 10.5 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les co-traitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque co-traitant.

Conformément aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-10 du « CCP », dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG/TIC, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 12 – QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 13 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, le COMGENDRE constatant un retard se réserve la possibilité d'appliquer – sans mise en demeure – les pénalités suivantes :

- Le titulaire livrera les cartes SIM dans un délai de 3 semaines à compter de la notification de chaque bon de commande. Si ce délai n'est pas respecté la pénalité sera de 10 € HT par jour et par carte SIM.
- Le titulaire s'engage à fournir des lignes supplémentaires, du fait d'événements exceptionnels, dans un délai maximum de 1 jour calendaire, sans durée d'engagement. Si ce délai n'est pas respecté la pénalité sera de 5 € HT par jour et par ligne.

- Le titulaire devra mettre en place les moyens techniques nécessaires et pérennes afin d'assurer une couverture voix et data minimum en 3G si l'enceinte d'un site de l'administration situé à La Réunion présente un défaut de couverture dans un délai de 2 mois à compter de la demande de l'administration. Si ce délai n'est pas respecté la pénalité sera de 50 € HT par jour .
- Le titulaire devra mettre en place les moyens techniques nécessaires et pérennes à l'intérieur d'un bâtiment de l'administration qui présente un défaut de couverture afin d'assurer une couverture voix et data minimum en 3G sous 10 jours ouvrés après réception du bon de commande par le titulaire. Si ce délai n'est pas respecté la pénalité sera de 50 € HT par jour .
- Le titulaire devra assurer la continuité du service dans un délai inférieur ou égal à 3 jours calendaires en cas de défaillance technique sur une zone géographique de La Réunion. Si ce délai n'est pas respecté la pénalité sera de 500 € HT par jour .
- Le titulaire devra s'engager

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Article 14 - MESURES DE PROTECTION

En application de l'article 5 du CCAG/TIC, l'exécution du marché peut conduire le titulaire à avoir connaissance d'informations qui doivent rester de diffusion restreinte et ne peuvent être rendues publiques. Le titulaire s'engage à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, de tout élément connu dans le cadre du marché. Le titulaire traite les données à caractère personnel conformément aux dispositions du code des postes et communications électroniques. Le COMGENDRE pourra prévoir dans chaque bon de commande que certains abonnés ne seront pas mentionnés sur la liste des abonnés ou utilisateurs publiés (liste rouge).

Le titulaire fournit un service permettant aux usagers de s'opposer gratuitement à l'identification de leur numéro ou de leur nom soit appel par appel, soit de façon permanente.

- Il est fait interdiction au titulaire :• d'utiliser les données à des fins de prospections commerciales,
- d'utiliser les informations issues de listes d'abonnés dans les opérations commerciales par voie postale, et/ou de télécommunication, à l'exception des opérations concernant l'exécution des marchés

ARTICLE 15 - OBLIGATION À L'ISSUE DE L'ACCORD-CADRE / Clause de transférabilité

En fin de contrat, le titulaire doit coopérer avec le service adjudicateur ou avec tout tiers désigné par celui-ci pour assurer une reprise rapide des prestations et sans désagréments pour les utilisateurs.

Notification de cette clause peut être mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur, soit dans le cadre de la résiliation anticipée du contrat soit à l'achèvement à date du contrat.

Le titulaire, en concertation étroite avec l'opérateur retenu et le pouvoir adjudicateur doit remettre dans un délai d'un mois, après émission du bon de commande correspondant, le plan de réversibilité relatif au présent marché ainsi que tout document permettant l'exécution de la démarche.

Le plan d'une durée maximale de deux (2) mois, devra prévoir la défaillance du ou des nouveaux fournisseurs. Le cas échéant, le titulaire devra réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la portabilité des numéros d'appels et le déblocage des terminaux, y compris pour les lignes commandées quelques jours avant la fin de marché.

Ce plan doit prendre en compte la période de transfert de la prestation chez un autre opérateur et doit être exécuté sous la responsabilité du présent titulaire et du nouvel opérateur. Autant de réunions que nécessaire seront organisées auxquelles des représentants du titulaire seront tenus d'assister.

Pendant la période de réversibilité, les prestations seront assurées soit totalement soit partiellement par le titulaire, conformément au présent marché. Le règlement des prestations correspondantes se fera dans les conditions prévues au marché, au prorata du temps effectivement exécuté.

ARTICLE 16 – CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

16.1 Dispositions applicables en cas de titulaires étrangers

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA, et aura droit à ce que l'Administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

Tous les documents du marché, notices techniques, correspondances, factures sont impérativement rédigés en français.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

16.2 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire a l'obligation de produire tous les six mois jusqu'à la fin du marché, les documents énumérés par l'article D8222-5 du code du travail.

Le dépôt des pièces peut s'effectuer via le site e-Attestations : <https://e-attestations.com/>

16.3 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la copie du jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire du marché au représentant du pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le représentant du pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire en cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si celui-ci est expressément autorisé par le juge-commissaire à décider de la poursuite ou de la résiliation du marché.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période définie par la décision de justice.

16.4 Litiges et résiliation

16.4.1 Médiation interne

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartient à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

16.4.2 Différends et litiges

Si des difficultés devaient s'élever entre le commandement de la gendarmerie de La Réunion et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité du sud de l'océan Indien, et, le titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché, et, qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire sera portée devant le :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA RÉUNION

27 rue Félix Guyon

CS 61107

97404 SAINT-DENIS Cedex

courriel : greffe.ta-reunion@juradm.fr / Tél. 02.62.92.43.60

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché peuvent être soumis au Comité Consultatif de Règlement des litiges, conformément aux dispositions de l'article L2197-1 et R2197-1 du « CCP ».

16.4.3 Résiliation du marché

Les articles 47 à 54 du CCAG/TIC sont applicables au marché. De plus, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans indemnité, s'il se trouve dans la situation prévue à l'article 50.

En cas de défaillance avérée du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, en application des dispositions de l'article 54 du CCAG/TIC.

ARTICLE 17 - RGPD

17.1 Précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur. Pour le sous-traitant, il s'agit du titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

17.2 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations suivantes : traitement des commandes, traitement des bons de livraisons/retraits, traitement des factures, gestion des séances de formation.

La nature des opérations réalisées sur les données est réception des données, stockage des données, transmission des données aux différents acteurs intervenants dans l'exécution de l'accord-cadre (cotraitants, sous-traitants, fournisseurs).

La ou les finalité(s) du traitement sont :

- communication entre le titulaire et les bénéficiaires (courriers, courriels, messages, sms, appels téléphoniques)
- production de logs, statistiques et reportings de productions, de maintenance, d'indicateurs de pilotage

Les types de données à caractère personnel traitées sont :

- numéros de téléphone fixes et mobiles
- adresses (géographiques, courriels)

nom / prénom / adresse / fonction

Les catégories de personnes concernées sont les personnes physiques bénéficiaires directes ou intervenant dans les divers processus relatifs à l'exécution de l'accord-cadre.

17.3 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public
2. traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur
3. si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

17.4 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public. L'acheteur doit donner au titulaire son autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, au recrutement d'un sous-traitant (au sens commande publique).

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont présentées dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

17.5 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

17.6 Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de cinq (5) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courrier électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de quatre (4) heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

17.7 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle

17.8 Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- sensibiliser les utilisateurs ;
- authentifier les utilisateurs ;
- gérer les habilitations ;
- tracer les accès et gérer les incidents ;
- sécuriser les postes de travail ;
- sécuriser l'informatique mobile ;
- protéger le réseau informatique interne ;
- sécuriser les serveurs ;
- sécuriser les sites web ;
- sauvegarder et prévoir la continuité d'activité ;
- archiver de manière sécurisée ;
- encadrer la maintenance et la destruction des données ;
- gérer la sous-traitance ;

- sécuriser les échanges avec d'autres organismes ;
- protéger les locaux ;
- encadrer les développements informatiques ;
- chiffrer, garantir l'intégrité ou signer.

17.9 Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire, et le cas échéant, du ou de ses sous-traitants. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

17.10 Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

17.11 Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

17.12 Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

17.13 Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « description du traitement de données à caractère personnel » ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 18 : CLAUSE DE RÉEXAMEN

En cas d'évolution technique ayant un impact majeur sur les prestations, le marché pourra être modifié en application de l'article R2194-1 du « CCP ».

L'acheteur prévoit la possibilité pour les parties de réexaminer, durant l'exécution du marché, certaines spécifications et/ou caractéristiques techniques des prestations.

Ainsi, au minimum un mois (1) avant la date d'anniversaire du marché, l'acheteur organisera une rencontre avec le titulaire pour discuter de la mise à jour des prestations objet du marché. Il pourra ainsi s'agir de :

- l'actualisation de nouveaux forfaits ;
- l'actualisation de nouvelles technologies et/ou de services associés ;

En cas d'accord avec les 2 parties, un avenant sera conclu pour acter ces modifications. Ce dernier devra être notifié avant la date d'anniversaire du marché.

ARTICLE 19 : CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Toutefois, pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le représentant du pouvoir adjudicateur a signé une convention avec la Maison de l'Emploi du Nord (MDEN). Elle est l'interlocuteur privilégié des entreprises attributaires des marchés afin de coordonner les procédures d'accompagnement et d'insertion.

Dans ce cadre, la MDEN a pour mission :

- Conseiller sur les modalités de réponses aux obligations sociales contractuelles ;
- Soutenir le processus de recrutement
- Mobiliser les partenaires de l'emploi ;
- Valider l'éligibilité des bénéficiaires et des structures ;

- Suivre et attester l'exécution des clauses sociales.

Dans le cas où le titulaire souhaite réaliser une action d'insertion qui permettent l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, la MDEN peut être contactée aux coordonnées suivantes :

Maison de l'Emploi Du Nord de La Réunion

12, rue Champ Fleuri – 97490 SAINTE CLOTILDE

Tél : 02 62 93 72 63 – Courriel : asr@mden-reunion.fr

ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

article 11.1 du CCAG/TIC

article 14.1 du CCAG/TIC

article 14.1.3 du CCAG/TIC